

Discours

**Discours de Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication,
prononcé au Festival Visa pour l'Image,
vendredi 4 septembre 2015 à Perpignan**



Monsieur le Directeur du Festival, cher Jean-François Leroy,

Madame la Directrice de la Rédaction de Elle, chère Françoise-Marie Santucci,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Contact presse

Délégation à l'information et à
la communication
01 40 15 80 11
service-presse@culture.gouv.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Toute l'actualité du ministère de la Culture et
de la Communication

www.culturecommunication.gouv.fr

www.facebook.com/ministere.culture.communication

<https://twitter.com/MinistereCC>

Un enfant de trois ans, tee-shirt rouge et short bleu, le visage tourné vers le sable humide, le corps tout juste découvert par le ressac.

Un gendarme turc, le visage douloureux, le porte quelques instants plus tard dans ses bras.

Deux photos qui font depuis deux jours la une de la presse européenne.

Deux photos qui nous renvoient *ex abrupto* au drame que vivent les centaines de milliers de migrants – ceux qui viennent se heurter aux frontières de l'Europe, fuyant l'horreur de la guerre – fuyant non pas pour vivre, mais pour survivre.

Deux photos qui sont pour nous comme le miroir tendu de nos égarements, de nos peurs et de nos égoïsmes – de ces courants profonds qui traversent nos sociétés tétanisées par l'avenir – et nous renvoient aussi à nos valeurs et à nos convictions, à notre empathie et à notre humanité.

Deux photos qui nous rappellent que par-delà les chiffres les plus froids ou les discours les plus désincarnés, le réel résiste.

Deux photos qui nous tracent un chemin de sens, parce qu'elles appellent l'Europe entière à donner une réponse à la hauteur de ses valeurs.

Je ne connaissais pas Nilüfer Demir, la photographe turque à laquelle nous devons ces deux images. Mais, aujourd'hui plus que jamais, dans la presse et le débat public, son reportage montre à quel point votre profession est profondément nécessaire et votre regard absolument irremplaçable.

C'est pourquoi je suis émue d'être parmi vous aujourd'hui, pour cette nouvelle édition de « Visa pour l'Image ». Ce n'est pas un festival comme les autres. C'est le festival qui donne à voir le monde réel, le raconte et l'éclaire.

Merci à vous, cher Jean-François Leroy, de porter si haut les couleurs du photojournalisme depuis plus de vingt-cinq ans. Votre exigence sur l'éthique du photojournalisme, votre ténacité et celle de vos équipes, vous ont permis de bâtir un festival de photojournalisme incontournable. Une exigence de qualité qui fait de Perpignan une référence mondiale pour tous ceux qui aiment votre métier.

Votre regard nous raconte le monde. J'ai vu ici beaucoup de conteurs, parfois très jeunes : je pense à Edouard Elias et à la façon dont il nous laisse entrer dans la vie des Légionnaires qui combattent en Centrafrique. Je pense à Stéphanie Sinclair et à ses portraits de fillettes newarîs, vénérées comme des déesses au Népal, ou à Daniel Berehulak et ses reportages si poignants et glaçants à la fois sur l'épidémie d'Ebola. Pardon de ne pas tous vous citer.

Votre regard éclaire le monde. Barjavel disait : « c'est l'œil qui fait la lumière ». Y a-t-il un regard spécifiquement féminin chez les photojournalistes ? Marie-Laure de Decker ou Marie Dorigny, qui ont le recul et l'expérience de la profession, le diront sans doute mieux que moi.

Ma certitude est que le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes est aussi un combat pour le monde de la culture et dans le monde de la culture. Je m'y suis engagée : nous devons faire en sorte que les femmes prennent toute leur place, non d'abord parce qu'elles sont femmes, mais parce qu'elles ont du talent. Le talent n'est certainement pas réservé aux hommes. Ce gouvernement l'a d'ailleurs bien montré puisqu'il comprend aujourd'hui plus de femmes que d'hommes – c'est une première dans l'histoire de la République.

Merci au magazine *Elle*. Merci à vous chère Françoise-Marie Santucci, chère Caroline Laurent-Simon de m'avoir conviée à ouvrir votre table ronde. Merci de faire entendre cette conviction partagée.

Votre regard de photjournaliste, qu'il soit cette fois féminin ou masculin, est donc irremplaçable, et c'est pourquoi je veux vous accompagner, travailler avec vous à affronter les difficultés qui sont les vôtres.

Car en un quart de siècle, le photojournalisme a connu bien des mutations. Elles sont économiques, bien sûr. Nous ne sommes plus au temps de cette course au choc des photos, qui opposait alors *VSD* à *Paris Match*.

Nous sommes au temps des ruptures technologiques, qui bouleversent les modèles économiques des médias traditionnels. Nous sommes au temps des banques d'image, de la diffusion des photographies à bas coût sur Internet et de la concurrence des photographes amateurs.

Ces mutations profondes, vous les subissez de plein fouet ; elles ont des conséquences directes sur votre quotidien. Ma responsabilité de Ministre de la culture est de faire en sorte que votre profession puisse prendre toute sa place dans ce monde qui vient.

Il ne s'agit pas de faire disparaître les mutations technologiques. Ce serait nous draper d'illusion. Elles offrent d'ailleurs en parallèle de nouvelles possibilités d'écriture, comme les webdocs, dont certains d'entre vous se sont saisis avec beaucoup d'ingéniosité. Je pense encore à la découverte de « Voyage au bout du charbon » que Samuel Bollendorf a proposé après son travail en Chine. Il a montré au grand public tout ce que le photojournalisme pouvait tirer de la révolution numérique et tous les possibles qu'il permet aujourd'hui encore d'imaginer.

Il s'agit de faire en sorte qu'un photjournaliste puisse vivre dignement de son art – car c'en est un – et voie reconnus par tous les problèmes statutaires, juridiques, économiques, auxquels il se heurte au quotidien.

Il s'agit de faire en sorte qu'aujourd'hui, l'Etat joue à la fois son rôle de protecteur de la liberté de créer et de mécène public, pour les années qui viennent. Voilà mon ambition, celle que j'ai donnée au Ministère de la Culture et de la Communication.

Ma première conviction est donc qu'un photojournaliste doit pouvoir vivre de son œuvre. La question du salaire minimum des photographes pigistes est posée depuis longtemps déjà. Vos organisations professionnelles l'ont-elles-mêmes portées lors du vote de la loi de 2009. Et à raison : je suis persuadée qu'il offrira des garanties fondamentales à certains pigistes, dont les revenus sont très bas, et qui sont obligés pour vivre de diversifier au maximum leurs revenus et leurs activités.

Vous savez par ailleurs que l'application de la loi Hadopi sur la rémunération complémentaire des journalistes pour l'exploitation de leurs œuvres sur Internet est suspendue à l'établissement d'un salaire minimum, soit par accord professionnel, ou à défaut par décret.

Puisqu'il faut bien constater que les organisations ne sont pas encore parvenues à s'entendre, nous avons pris nos responsabilités : nous vous avons envoyé le 31 juillet dernier un projet de décret qui propose les bases d'un accord pour la création de ce salaire minimum. Je connais les différences d'appréciation des uns et des autres, sur le montant de ces piges notamment. Une phase de concertation sur ce texte est lancée. Je fais confiance à la responsabilité de tous les acteurs pour parvenir au meilleur équilibre possible.

Ma deuxième conviction est qu'il faut pouvoir identifier les problèmes et les obstacles, d'ordre juridique, statutaire et économique auquel vous vous heurtez. Je n'oublie pas qu'une partie d'entre vous dépend de plusieurs régimes fiscaux et sociaux qui ne sont pas toujours compatibles. D'autres craignent de perdre leur carte de presse. C'est parce que vous êtes contraints de vous diversifier que vous êtes confrontés à ces difficultés. Mon souci est d'y apporter des solutions.

Une mission de médiation a été confiée l'an dernier à Francis brun-Buisson pour établir un code de bonnes pratiques professionnelles entre les éditeurs, les agences de presse et les photojournalistes. Il y a eu des avancées, importantes, notamment pour les rapports entre les agences de presse et les éditeurs. Mais je n'ignore pas que bon nombre d'organisations ont souhaité que l'on mette en débat d'autres avancées possibles avant de parapher cet accord d'ici la fin de cette année.

J'ai donc confié la mission à mes collaborateurs et mes services de consulter l'ensemble des acteurs pour parvenir, malgré les difficultés, à de nouvelles avancées. Comme le dit la Scam dans le rapport instructif qu'elle vient de me remettre ce n'est pas parce que le contexte économique est difficile qu'il nous faut cesser de vouloir progresser.

Au terme de cette mission que je souhaite rapide, ils me formuleront les pistes de réformes qui peuvent faire consensus. Celles qui nécessiteraient des évolutions du cadre juridique ou celles qui devraient déboucher sur une nouvelle négociation professionnelle. Je pense par exemple aux délais anormalement longs avec lequel trop de photographes sont payés, ou à l'usage abusif de ce fameux « droit réservé ».

Ces propositions pourront structurer les premiers travaux du Conseil National de la Photographie, dont j'ai annoncé la mise en place à Arles, au début de l'été. Ce conseil national, je l'ai voulu pour qu'il existe un espace de dialogue régulier entre les pouvoirs publics, les professionnels et les organismes qui œuvrent dans le domaine de la photographie.

Ce « *parlement de la photo* » sera bien sûr une instance de concertation régulière sur tous les sujets qui vous préoccupent, de la création à la valorisation des fonds, en passant par les nouveaux modèles économiques ou par la protection des droits d'auteurs. Mais je souhaite qu'elle soit aussi une force de proposition.

Sa composition est en cours et devrait s'inspirer, dans son fonctionnement, du conseil national des professions du spectacle, qui a largement démontré son efficacité et sa légitimité. Il devrait être mis en place d'ici la fin de l'année, pour débiter ses travaux début 2016.

Ma troisième conviction est que la France doit contribuer au rayonnement de la photographie documentaire et du photojournalisme, ici et dans le monde.

Un Centre international du photojournalisme y contribuerait sans aucun doute. C'est un projet d'envergure, ambitieux et passionnant que vous m'avez présenté tout à l'heure au Couvent des Minimes qui a vocation à l'abriter.

J'ai noté avec intérêt qu'il permettrait non seulement de valoriser le formidable patrimoine que représentent les fonds et les collections de photojournalistes,

mais qu'il permettrait également de développer une démarche ambitieuse d'éducation à l'image et à l'information. Ce à quoi, vous le savez, je suis très attachée.

C'est en renouant aussi avec la commande publique que l'Etat contribuera à diffuser et à soutenir la photographie documentaire.

Au cœur de la France qui se transforme et que nous transformons, le Grand Paris est sans conteste l'un des projets les plus ambitieux de ce début de siècle. Il bouleversera, dans les dix ans qui viennent, le visage de l'Ile-de-France, comme l'ont bouleversé avant lui les Grands travaux d'Hausmann, ou ceux de Paul Delouvrier.

Témoigner de ces bouleversements, en conserver la trace pour les générations futures, c'est à mon sens une responsabilité de mon Ministère.

Il n'y a pas de meilleur lieu que Visa pour l'Image pour l'annoncer : je vais donc lancer une commande publique, dans la durée, renouant ainsi avec les grandes commandes de la Datar. Elle s'adresse aux photojournalistes et à la photo documentaire. Je souhaite qu'ils soient nombreux à proposer leurs regards sur ce territoire en mouvement.

Avec le concours de la Société du Grand Paris, de la BNF, du Centre national des Arts Plastiques et de tous ceux qui voudront soutenir cette belle aventure, nous allons travailler pour lancer cette commande dès les premiers jours de l'année 2016. Nous ferons appel à certains d'entre vous pour qu'ils apportent leurs savoir et leur exigence dans la mise en œuvre de ce projet qui me tient à cœur, notamment Agnès de Gouvion St Cyr qui n'est pas étrangère à l'émergence de cette idée.

Voilà, mes chers amis, de quelle façon j'entends accompagner votre regard de photojournaliste ici et maintenant et dans les années qui viennent. Jean-François Leroy, pour ouvrir le festival, nous souhaitait la bienvenue dans le monde réel.

Pour paraphraser Marx, donner à voir le monde et le raconter, c'est déjà le transformer. C'est le rôle de l'art, et c'est la mission du Ministère de la Culture et de la Communication que de le rendre possible. Vous pouvez être certains de mon engagement à vos côtés.

Quelques mots enfin pour conclure sur ce que j'évoquais au début de mon intervention.

Il est temps de changer notre regard sur ceux qui viennent d'ailleurs et cherchent à vivre libres.

J'appelle donc à un grand rassemblement culturel, populaire et solidaire.

Depuis le soir du 11 septembre, toute la nuit, et jusqu'au 12 septembre à la nuit tombée, le Musée National de l'Histoire de l'Immigration sera ouvert à tous les citoyens qui le souhaitent.

24h durant, le Musée National de l'Histoire de l'Immigration sera un lieu d'échange, d'écoute, de découverte, en compagnie d'artistes et d'intellectuels.

24h durant, des personnalités et des citoyens pourront rendre des hommages, écouter des témoignages, participer à des débats, voir des photos, de l'art contemporain, du street-art, découvrir l'histoire de ces pays... Tout un foisonnement reste à imaginer.

Ces 24h doivent être un moment de fraternité. Pas un moment de fête, bien sûr - mais un rassemblement d'artistes et de citoyens qui pourront prendre la parole.

Ces 24h doivent être un moment où nous nous regardons en face, où nous prenons conscience, durablement, sans naïveté, qu'il y a des choses plus fondamentales que nos peurs. Des choses plus fondamentales avec lesquelles il nous faut aujourd'hui renouer.

Ces 24h doivent nous ramener à l'essentiel : à notre humanité. Les polémiques politiques sur les réfugiés, les migrants, l'ont trop souvent occulté. Or, nous ramener à l'essentiel, c'est ce que fait la culture : en nous ouvrant à nous-mêmes et en nous ouvrant à l'autre, elle nous réhumanise.

Donnons-nous 24h pour changer de regard. 24h pour montrer que ce sujet nous concerne tous.

Je vous remercie.